CAHIER DE CLAUSES COMMUNES PARTICULIÈRES VALANT ACTE D’ENGAGEMENT

Fourniture de matériels de pêche de crustacés

**PROCEDURE**

**Procédure adaptée conformément aux articles R2123-1 1° et R2123-4 du code de la commande publique**

**Accord-cadre à bons de commande conformément à l’article R. 2162-2 du Code de la commande publique.**

N° 251000050

# DESIGNATION DES PARTIES AU CONTRAT

Entre l’autorité signataire du marché agissant au nom et pour le compte de l’IFREMER d’une part,

Et la société :

Forme :

Capital :

Siège social :

N° SIRET :

Représentée par :

Joindre un RIB.

Dénommé ci-après « le titulaire » dans les clauses qui suivent.

Le titulaire s’engage sans réserve à exécuter les prestations aux conditions financières ci-après définies et ce, en se conformant aux stipulations du présent CCP valant acte d’engagement et aux documents visés ci-dessous.

# OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de matériels de pêche de crustacés.

Le détail des prestations et de l’environnement technique sont par ailleurs définis à l’article 13 ci-dessous.

# PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité

- Le présent cahier des clauses communes particulières valant acte d’engagement (CCP), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;

- Le Bordereau des prix (BPU) ;

- La déclaration sur l’honneur jointe en annexe et signée par le titulaire ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, JORF n° 0078 du 30 mars 2021, CCAG/FCS.

# MONTANTS

## Montant de l’accord-cadre

Le titulaire s’engage à réaliser les prestations du marché aux montants établis aux conditions économiques du mois d’avril 2025.

Conformément à l’article R2162-4 du Code de la commande publique, l’accord-cadre est conclu avec un montant minimum et un montant maximum.

L’Ifremer s'engage à commander les prestations objet du présent marché à hauteur du montant minimum indiquées ci-dessous et le titulaire s'engage à pouvoir assurer l'exécution des prestations à hauteur du montant maximum indiqués ci-dessous :

Montant minimum : Montant des postes 20 + 30 + 40 + 50 + 60 + 70 + 80 + 90 + 100

Montant maximum : 90 000€ HT

Le règlement de la TVA sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

## Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l’exécution des prestations décrits au cahier des clauses techniques particulières.

En complément de l’article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l’exécution du marché et aux exigences du marché. La livraison est à la charge du titulaire du marché.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l’ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont :

☒ Unitaires

☐ Forfaitaires

☐ Unitaires et Forfaitaires

## Date d’établissement des prix

La date d’établissement des prix est le mois de remise des offres.

## Variation dans les prix

Les prix sont fermes la première année du marché. Ils sont ensuite révisés annuellement, à la date d’anniversaire du marché, par application aux prix du marché de la formule suivante :

P = P0 (0.30 (FSD3x/FSD3o) + 0.70 (ICHTrev-TS Mx/ICHTrev-TS Mo)))

Dans laquelle :

P est la valeur mise à jour du prix Po

Po est le prix d’origine à mettre à jour

FSD3 est la valeur de l’indice des frais et services divers

ICHTrev-TS M est la valeur de l’indice des activités spécialisées, scientifiques, techniques (Insee 1565195)

La valeur finale des indices repérée « x » est la dernière valeur de l’indice connue au moment de la révision des prix.

La valeur initiale des indices repérés « o » est celle connue au mois de mars 2025 (date de publication du marché), à savoir :

FSD3 = 161.2

ICHTrev-TS M = 141.4

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire doit en avoir informé l’Ifremer, par courriel à cellule.marche@ifremer.fr un mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de l'actualisation ainsi que les nouveaux tarifs en résultant.

Le BPU est mis à jour par le titulaire.

L’Ifremer informe le titulaire de l’acceptation de la révision des prix par ordre de service.

La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la date anniversaire du marché. La révision ne peut être rétroactive.

# DELAI – DUREE DU MARCHE

La durée d’exécution des prestations est fixée à 4 ans à compter de la date de notification du présent marché.

**Pour les postes de 20 à 100 :** Suite à la réception du bon de commande, le titulaire doit assurer la livraison des fournitures durant le mois d’avril 2025.

**Pour les postes 110 et suivants**: Le titulaire doit assurer la livraison des casiers et autres équipements dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du bon de commande.

# MODALITE RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

Lorsque l’Ifremer souhaite commander, il émet des bons de commande qui sont notifiés à l’attributaire du marché.

## Notification des bons de commande

Les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l’accord cadre. Leur exécution peut dépasser l’échéance de l’accord-cadre le temps nécessaire à l’exécution des prestations commandées.

## Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indique les éléments suivants :

- La raison sociale du titulaire

- Le numéro et l’objet du marché

- Le numéro SAP

- Le numéro et la date du bon de commande

- Le lieu de livraison

- L’intitulé des prestations à effectuer conformément au bordereau des prix

- Les prix unitaires prix forfaitaires conformes au bordereau de prix

- Les quantités de chaque prestation

- Le montant total du bon de commande

# DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire.

# PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le règlement du titulaire interviendra en une seule fois à la réception des prestations. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l’article 14 du CCAG/FCS.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

|  |
| --- |
| **DENOMINATION** |
| Libellé au nom de l’Ifremer |
| Adresse de facturation |
| Identification du tiers |
| N°SIRET |
| N° TVA intracommunautaire |
| N°IBAN |
| N° Facture |
| N° Commande (SAP) |
| Objet de commande (nature) |
| Objet de commande (quantité) |
| Montant total HT |
| TVA (montant, taux) |
| Référence du projet |

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné à l’article 7 est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à <https://chorus-pro.gouv.fr> et à [**acp.visa.depenses@ifremer.fr**](mailto:acp.visa.depenses@ifremer.fr) pour les fournisseurs étrangers.

NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

N° Engagement : n° SAP

# LIEUX DE LIVRAISON

Le lieu de livraison est :

Coopérative maritime de Cherbourg

Quai de l'Entrepot

50110 CHERBOURG

Un personnel IFREMER sera présent à la coopérative maritime de Cherbourg pour la réception de la livraison.

Le titulaire devra prévenir l’IFREMER de la livraison, par mail avec accusé de réception, une semaine avant la date de la livraison.

# ENVIRONNEMENT

* **Emballage des produits :**

Lors de la livraison, les emballages utilisés devront être réduits au strict minimum, être recyclables ou biodégradables, et, dans la mesure du possible, issus de matériaux recyclés. Le titulaire s'engage à fournir des produits non sur-emballés, et à limiter les déchets d’emballage.

* **Gestion des déchets :**

Le titulaire devra démontrer une gestion responsable des déchets générés par l'utilisation et la livraison des matériels, en proposant des solutions de collecte, de réutilisation ou de recyclage des produits en fin de vie. Une stratégie de gestion des déchets pourra être fournie avec une estimation des quantités recyclées et valorisées.

# PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions sont fixées par les articles 34 à 37 du CCAG/FCS. Par dérogation à l’article 37, la cession est consentie à l'acheteur à titre exclusif.

# GARANTIE

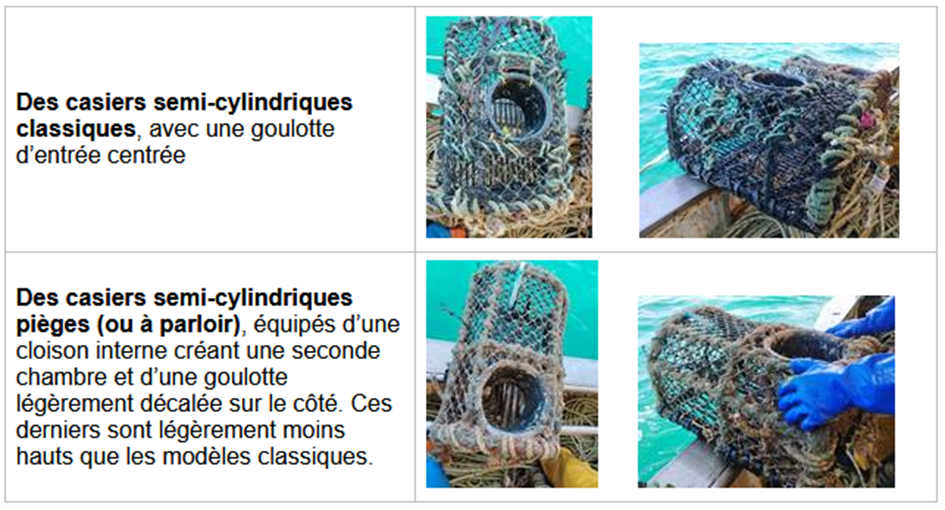
Outre la garantie légale qui découle de l'application du code civil, la prestation est soumise par défaut à une garantie contractuelle d'une durée minimale de 12 mois à partir de la date de notification de la décision d’admission en application de l’article 33 du CCAG/FCS. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception. Si le titulaire a présenté dans son offre une garantie plus favorable, celle-ci s’applique en lieu et place de la garantie de 12 mois.

# PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

La fourniture du matériel concerné par le présent marché est destiné à la fabrication de filières de pêche de Crustacés. Chaque filière est constituée de 20 à 30 casiers espacés d’environ 20 mètres, reliés à une ligne mère plombée de 400 mètres. L’ensemble forme une unité d’environ 500 mètres pour un poids total avoisinant 500 kg.

Chaque casier, d’un poids d’environ 20 kg, est conçu pour la capture de grands crustacés. Il est composé d’une armature en plastique recouverte d’un filet en polypropylène à large maille (80 à 90 mm) et d’une goulotte d’entrée (diamètre 200 mm) équipée d’un système permettant la fixation de l’appât. Un plancher en grille métallique, d’environ 15 kg, assure le lestage du dispositif.

Deux types de casiers seront utilisés :



# PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D’INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'Ifremer les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;

- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;

- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption

# AVANCE

Le marché prévoit le versement d’une avance au titulaire fixé dans les conditions fixées à l’article R2191-7 du code la commande publique lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d’exécution est supérieur à deux mois

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l’avance est fixé à 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Cocher la case :

Le titulaire demande à bénéficier de l'avance.

Le titulaire ne demande pas à bénéficier de l'avance.

# DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L’article 4.2 « contenu des prix » : Complément de l’article 10.1.3 du CCAG/FCS

L’article 11 complète l’article 37 du CCAG FCS

# SIGNATURE DE LA SOCIETE

Fait en un seul original

Nom et qualité du signataire

Signature

# SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU SON REPRESENTANT

Pour le Président-Directeur Général et par délégation,

# NOTIFICATION DU MARCHE

La date de notification du présent marché est la date de réception par le titulaire du présent contrat.

# DECLARATION SUR L’HONNEUR

**Le candidat déclare sur l’honneur :**

**Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l’article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

**Lutte contre le travail illégal** :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

**Obligation d’emploi des travailleurs handicapés ou assimilés** : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code de la commande publique, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés ;

Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l’article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l’objet d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d’une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l’accord cadre ;

**Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;

**Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l’article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l’obligation de négociation prévue à l’article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

**Le candidat s’engage** à respecter et mettre en œuvre toutes les mesures liées au règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).